



RAPSE

Réseau d'Action Promouvoir Sécuriser l'Emploi

La Lettre

N° 73

18 Février 2010

NUMERO SPECIAL ÎLE-DE-FRANCE

ELECTIONS RÉGIONALES EN ÎLE-DE-FRANCE

**FACE AU GRAND PARIS
POUR LA FINANCE,**

**que faire en Île-de-France
pour l'emploi, la formation,
les services publics,
la culture, la démocratie?**

Pierre Laurent

tête de liste « *Ensemble pour des régions à gauche
solidaires, écologiques, citoyennes* » soutenue par
le Front de Gauche

Vendredi 26 février 2010

De 18 heures à 22 heures

Salle des Agriculteurs, 8, Rue d'Athènes—75019 Paris (M° saint-Lazare ou Liège)

L'affiche du 26 février

Ouverture de **Pierre LAURENT**

PREMIER TEMPS : emploi, formation, entreprise, Fonds régional

avec de brèves interventions de:

- **Pascal JOLY**, syndicaliste d'Île-de-France, pour un inventaire de la situation, et identifier les défis à relever en Île-de-France
- **Didier LEBARZE**, élu au CE de la SNECMA
- **Thierry BODIN**, syndicaliste de Sanofi
- **Gaston COLLIN**, chercheur (Orsay), candidat aux régionales (91);
- Gros plan sur « Paris place financière » avec des économistes et des syndicalistes de la Banque de France, BNP, . .

Une heure de discussion générale

DEUXIEME TEMPS: services publics en Île-de-France

avec de brèves interventions de

- **Paul BOCCARA**, universitaire
- **Nathalie MARCHAND**, infirmière, candidate aux régionales (75)
- **Stéphane BONNÉRY**, universitaire en sciences de l'éducation
- **Caroline BARDOT**, inspecteur du travail, candidate aux régionales (92)
- **Jean Louis CORVAISIER**, syndicaliste

Une heure de discussion générale

Conclusion : Pierre Laurent

Le débat sera animé par **Pierre IVORRA** et **Jean François TÉALDI**

**L'ADRESSE de Pierre LAURENT,
tête de liste de
« Ensemble pour des régions à gauche,
solidaires, écologiques, citoyennes »
soutenue par le Front de Gauche.**

Madame, Monsieur,

La campagne pour les élections régionales a commencé. Dans le débat public, les principales questions sont occultées. C'est particulièrement le cas pour ce qui concerne l'emploi, la formation, les salaires, les services publics, l'utilisation de l'argent, les pouvoirs des citoyens.

L'Île-de-France est l'une des régions capitale les plus riches d' Europe (la deuxième en termes de PIB par habitant et la première en termes de PIB par emploi occupé), mais elle est aussi dans le peloton de tête en matière de chômage, de précarité et d'insuffisance des salaires.

L'État a injecté des dizaines de milliards d'euros pour conjurer l'effondrement du système financier et soutenir les banques. Tout cet argent a été alloué sans aucun changement des critères du crédit et sans aucune contrepartie chiffrée pour les entreprises en matière d'emploi, de formation, de masse salariale, au bénéfice des actionnaires et des profits des banques, tandis que les salariés et les citoyens sont maintenus écartés des choix d'investissement.

Aussi, la reprise s'annonce-t-elle lente, chaotique, très peu créatrice d'emplois et d'activité, tandis que redouble le chômage, les délocalisations, la spéculation et les placements financiers.



En Île-de-France, cette perspective est renforcée par le projet d'un « Grand Paris » pour la finance avec des « pôles de compétitivité » pour écremer les ressources humaines au profit de multinationales totalement dé-responsabilisées au plan social et écologique et d'une concurrence très accrue entre régions.

Cette croissance faible et malsaine rechutera dans un krach et une récession beaucoup plus graves encore que ce que l'on vient de connaître si, sans attendre et dès le niveau régional, on ne se rassemble pas autour d'exigences sociales et démocratiques pour réorienter l'argent des fonds publics, du crédit et des profits. Le budget régional, et notamment les aides aux entreprises, doit servir à améliorer l'emploi et la vie des populations avec l'incitation à un autre crédit bancaire et sous contrôle démocratique.

J'accorde une importance considérable à ces enjeux et j'entends, à partir de vos attentes, m'engager dans la campagne et au-delà des élections pour contribuer au déploiement et à la prise en compte de luttes, d'interventions et de propositions afin que l'argent des francilien(ne)s serve à répondre aux besoins sociaux et culturels de développement en Île-de-France et, à partir de cette région, en coopération en France, en Europe et dans le monde.

Contre le « Grand Paris » pour la finance et la spéculation, il faut et on peut construire une Île-de-France de l'emploi, de la formation, des services publics et de la démocratie de participation et d'intervention.

Je vous invite à venir en discuter le vendredi 26 février 2010 de 18h00 à 22h00, salle des Agriculteurs - 8, rue d'Athènes- Paris 9 (métro Saint Lazare ou Liège).

Veillez agréer l'expression de mes salutations distinguées.

Paris, le 11 février 2010